



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Ipsos en 2013

LA CROISSANCE EST RETROUVÉE

- Maintenant le rythme va s'accélérer -

Croissance organique +1,6% au Q4, +0,8% sur l'année

Paris, 26 février 2014. Le chiffre d'affaires 2013 s'établit à **1 712,4 millions d'Euros**, en baisse de 4,3% par comparaison avec 2012.

Cette évolution reflète des mouvements contradictoires. Les effets des effets de change sont très défavorables et pénalisent la traduction en Euro de l'activité d'Ipsos à hauteur de 4,4%, soit bien davantage qu'à la fin du premier semestre où ils pesaient pour 2,2% et à la fin septembre où ils s'établissaient à 3,8%.

Il est vraisemblable que la dévaluation de la très grande majorité des devises face à l'Euro engagée par le Japon et poursuivie volontairement ou non dans les pays émergents aura encore des conséquences sur les comptes d'Ipsos en 2014, au moins au cours du premier semestre.

Par ailleurs, le retrait partiel dans les pays périphériques tels que la Grèce et le Portugal, et la cession à son management d'une activité déficitaire de tests de films basée à Los Angeles réduit le périmètre d'activité à hauteur de 0,7%.

A l'inverse, la croissance organique d'Ipsos s'est consolidée en fin d'année. A l'issue du premier trimestre, Ipsos décroissait, à taux de change et périmètre constant de 2,7%. Depuis Avril, l'activité croît à nouveau, à un rythme modeste de 0,4% au deuxième trimestre, puis un peu plus vite au troisième trimestre (+1,8%) et au dernier trimestre (+1,6%).

Elle a pour origine de meilleures performances avec nos grands clients internationaux, les pays en voie de développement et les « nouveaux services » qui progressent respectivement de 6%, 3,9% et 46% en base annuelle.

ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR RÉGION ET PAR LIGNE DE MÉTIER

Par zone géographique, il convient de reconnaître le retour à la croissance dans la zone Asie Pacifique qui était en recul, sur une base comparable de 5% à la fin juin et qui termine l'année à l'équilibre.

Contribution au Chiffre d'affaires consolidé par zone géographique <i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Evolution 2013/2012	Croissance organique
Europe, Moyen Orient et Afrique	752,2	768,3	-2,1%%	+1%
Amériques	675,6	709,1	-4,7%	+1%
Asie Pacifique	284,6	312,1	-8,8%%	0%
Chiffre d'affaires annuel	1 712,4	1 789,5	-4,3%	+0,8%

Par ligne de métier, Ipsos MediaCT confirme sa bonne performance à +3% sur l'année comme au cours du premier semestre. Comme annoncé, les activités de mesure des opinions et de recherche sociale qui étaient en retrait sensible au début de l'exercice sont pratiquement revenues à l'équilibre sur l'ensemble de l'exercice.

Contribution par secteur d'activité <i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Evolution 2013/2012	Croissance organique
Études Publicitaires	274,5	283,9	-3,3%	-1%
Études Marketing	891,0	947,9	-6,0%	+1%
Études Médias	169,7	168,5	+0,7%	+3%
Opinion & Recherche Sociale	152,0	157,8	-3,7%	-1%
Études pour la gestion de la Relation-Client	225,2	231,5	-2,7%	+0,5%
Chiffre d'affaires annuel	1 712,4	1 789,5	-4,3%	+0,8%

COMPTE DE RESULTAT

<i>En millions d'euros</i>	2013	2012	Evolution 2013/2012
Chiffre d'affaires	1 712,4	1789,5	-4,3%
Marge brute	1 098,8	1147,2	-4,3%
<i>Marge brute / CA</i>	64,1%	64,1%	-
Marge opérationnelle	182,1	178,5	+2,1%
<i>Marge opérationnelle / CA</i>	10,6%	10%	-
Autres charges et produits non courants	(18,2)	(36,6)	-
Impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation	(71,3)	-	-
Charges de financement	(23,4)	(23,9)	-2,2%
Impôts	(33,5)	(27,3)	+22,8%
Résultat net, part du Groupe	17,4	74,1	-76,5%
Résultat net, part du Groupe hors impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation	88,7	74,1	+19,8%
Résultat net ajusté*, part du Groupe	121,0	118,5	+2,1%

* Le résultat net ajusté est calculé avant les éléments non monétaires liés à l'IFRS 2 (rémunération en actions), avant l'amortissement des incorporels liés aux acquisitions (relations clients), avant les impôts différés passifs relatifs aux goodwills dont l'amortissement est déductible dans certains pays et avant l'impact net d'impôts des autres produits et charges non courants et avant impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'acquisition.

La marge opérationnelle du Groupe poursuit sa progression et s'établit à 182,1 millions d'Euros à 10,6% rapporté au chiffre d'affaires, soit une augmentation de 60 points de base par rapport à la marge de l'exercice 2012.

La marge brute (qui se calcule en retranchant du chiffre d'affaires des coûts directs variables et externes liés à l'exécution des contrats) s'établit à 64,1% comme au 31 décembre 2012, signe d'une bonne capacité à maintenir les prix dans tous les pays.

En ce qui concerne les coûts d'exploitation, **les bénéfices du plan de combinaison** se reflètent notamment par la baisse de 6,3 % des frais généraux et de 5,6 % de la masse salariale. Ils sont compensés partiellement par une hausse des **rémunérations variables en action** qui passent de 8,4 à 11,3 millions d'Euros en raison d'une part de l'inclusion des équipes de Synovate dans les plans d'attribution d'actions gratuites et, d'autre part, de la mise en place du programme Ipsos Partnership Fund 2020 en septembre 2012.

En dessous de la marge opérationnelle, **les dotations aux amortissements des incorporels** liés aux acquisitions concernent la partie des écarts d'acquisition affectée aux relations clients et font l'objet d'un amortissement au compte de résultat selon les normes IFRS sur plusieurs années. Cette dotation s'élève à 4,7 millions d'Euros en 2013, contre 4,9 millions précédemment.

Le solde net du poste **autres charges et produits non courants** s'établit à -18,2 millions d'Euros contre -36,6 millions d'Euros en 2012. Il prend en compte des éléments à caractère inhabituel non liés à l'exploitation et inclut les coûts d'acquisition ainsi que les coûts liés à la combinaison qui s'est achevée en 2013.

Impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation

En relation avec le contrat d'acquisition de Synovate, nous rappelons qu'il existe un différend entre Ipsos et Aegis au sujet du prix d'acquisition, notamment en relation avec les ajustements prévus contractuellement post clôture du prix d'acquisition initial, pour prendre en compte d'une part, les niveaux réels de trésorerie, de dette et d'éléments assimilés contractuellement à de la dette, et d'autre part, l'écart entre le niveau réel de besoin en fonds de roulement à la date du 30 septembre 2011 et le niveau minimum défini dans le contrat.

Sur la base des comptes de clôture de Synovate préparés par Ipsos au 30 septembre 2011, les ajustements du prix initial correspondaient à une créance sur « Aegis Group Plc » d'un montant de 111,9 millions de Livres Sterling (134 millions d'Euros), classée dans les autres actifs financiers non courants du bilan consolidé au 31 décembre 2012. Aegis Group Plc avait contesté ces ajustements contractuels de la valeur de référence et l'expert indépendant qui avait été nommé a rendu son rapport le 12 juillet 2013. Suite à ses conclusions, Aegis a payé à Ipsos, le 19 juillet 2013, un montant de 15,4 millions d'Euros. Ipsos est en désaccord avec ce calcul et certaines positions de l'expertise mais a considéré à ce stade que le montant reçu correspond à l'ajustement final du prix d'acquisition en relation avec les clauses d'ajustement post-clôture contractuelles.

Intervenant un an et neuf mois après la prise de contrôle, la variation de 117,6 millions d'Euros du montant de l'ajustement contractuel post-clôture du prix d'acquisition a fait l'objet d'une charge exceptionnelle dans le compte de résultat. En effet, le délai de 12 mois prévu dans la norme IFRS 3 révisée pour procéder à l'allocation définitive du goodwill et l'évaluation des justes valeurs des actifs et des passifs de la cible était dépassé.

En parallèle, un certain nombre d'autres ré-estimations des éléments d'actif et de passif de Synovate, mieux connus, ont eu lieu dans le courant de l'année 2013, conduisant notamment à des reprises de provisions ou à des baisses de dettes liées à des engagements de rachat de minoritaires, correspondant à des produits exceptionnels d'un montant total de 46,3 millions d'Euros.

Au total, l'impact net des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation se monte à une charge exceptionnelle de 71,3 millions d'Euros.

Par ailleurs et depuis octobre 2011, Ipsos a notifié à Aegis un certain nombre de réclamations au titre de demandes d'indemnités ou de garanties consenties par Aegis dans le cadre du contrat d'acquisition de Synovate. A ce jour, Ipsos a assigné Aegis via des procédures juridiques à Londres au titre des garanties de passif, d'obligations fiscales et d'obligations déclenchées par le non-respect du contrat d'acquisition.

Ces procédures reflètent des événements survenus il y a plus de deux ans et ne remettent en cause ni la pertinence de l'acquisition de Synovate, ni notre appréciation très positive de la combinaison « The Better Ipsos », réalisée par les équipes d'Ipsos et de Synovate dans les deux dernières années.

Les charges de financement. Elles s'élèvent à 23,4 millions d'Euros en 2013 contre 23,9 millions d'Euros en 2012, en baisse de 2,2%.

Impôts. Le taux effectif d'imposition au compte de résultat en norme IFRS s'établit à 25,8% contre 25% au 31 décembre en raison notamment de la nouvelle taxe de 3% instituée en France sur les dividendes et de la non déductibilité d'une partie des charges d'emprunt. Il intègre, comme par le passé, une charge d'impôts différés passifs de 3,8 millions d'Euros qui vient annuler l'économie d'impôts réalisée grâce à la déductibilité fiscale des amortissements d'écarts d'acquisition dans certains pays, alors même que cette charge d'impôts différés ne serait due qu'en cas de cession des activités concernées, et qui est par conséquent retraitée dans le résultat net ajusté.

Le Résultat net ajusté, part du Groupe, qui est l'indicateur pertinent, s'établit à 121 millions d'Euros, en hausse de 2,1% par rapport à l'exercice 2012.

Le Résultat net, part du Groupe retraité des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation s'établit à 88,7 millions d'Euros en hausse de 19,8%.

Le Résultat net publié, part du Groupe s'établit à 17,4 millions d'Euros après les impacts nets des ré-estimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation.

STRUCTURE FINANCIÈRE

La capacité d'autofinancement s'établit à 196,3 millions d'Euros en progression de 15,7% par rapport à l'exercice 2012.

La génération de **trésorerie d'exploitation** progresse plus rapidement à 92,4 millions d'Euros (+79,5% par rapport à 2012) et la **trésorerie d'exploitation générée nette des investissements courants** en immobilisations s'établit à 74,4 millions d'Euros contre 23,1 millions d'Euros en 2012 (+222%).

En ce qui concerne les autres types d'investissements, Ipsos a investi 5,9 millions d'Euros au total de l'exercice dans son programme d'acquisition, procédant notamment au rachat de minoritaires dans des pays émergents (Maroc, Arabie Saoudite, Thaïlande, Départements d'Outre-Mer) et dans une transaction en Grèce.

En relation avec l'acquisition de Synovate, Ipsos a reçu un remboursement de 15,4 millions d'Euros de la part d'Aegis.

Par ailleurs, Ipsos a investi 4,0 millions d'Euros dans son programme de rachat d'actions afin de limiter les effets de dilution de ses plans d'attribution d'actions gratuites.

Les capitaux propres s'élèvent désormais à 852,5 millions d'Euros au 31 décembre 2013

Les dettes financières nettes s'élèvent à 544,8 millions d'Euros à la clôture de l'exercice, en baisse significative par rapport au niveau de 634 millions d'Euros du 30 juin 2013. Le ratio d'endettement est de 63,9% et le ratio de levier de 2,5.

La dette Ipsos est constituée essentiellement de financement à moyen et long termes. Au cours de l'exercice 2013, Ipsos a refinancé avec succès une partie de sa dette, avec des maturités et des conditions améliorées.

Tout d'abord le 2 août 2013, un crédit syndiqué de 140 millions d'Euros, mis en place en 2009 et qui arrivait à échéance en avril 2014, a été refinancé en avance, pour un montant de 150 millions d'Euros et pour une durée de 5 ans, in fine.

Ensuite, le 7 novembre 2013, Ipsos a conclu avec des investisseurs allemands et aussi européens et asiatiques une opération d'emprunt dite « *Schuldschein* » d'un montant de 109 millions d'Euros, qui a été souscrite plus de deux fois, avec des tranches à 3, 5 et 7 ans.

La trésorerie à la clôture de l'exercice s'établit à 148,7 millions d'Euros, assurant une bonne position de liquidité à Ipsos qui dispose par ailleurs d'environ 184 millions d'Euros de lignes de crédit disponibles.

Un dividende de 70 centimes par action (+9% par rapport au dividende 2013) sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra le 25 avril 2014.

PERSPECTIVES 2014

Rien n'interdit d'imaginer que 2014 soit une année d'un calme relatif.

Certes des crises sont toujours là, singulièrement aux portes de l'Europe, à l'Est, au cœur de l'hiver Ukrainien et au Sud où la stabilisation en Tunisie ne compense pas, malheureusement, toutes les décompositions qui gagnent une à une des sociétés arabes prises entre l'archaïsme des campagnes et le fanatisme religieux d'un côté, l'aspiration de beaucoup d'habitants des villes notamment les jeunes, d'élaborer un modèle plus ouvert et plus prospère de l'autre. Certes les tensions en Asie ne sauraient être négligées même si l'analogie faite « off » par le premier ministre Japonais entre la situation Européenne en 1914 et la confrontation, pour l'instant verbale, entre son pays et la Chine a pu inquiéter. Certes « l'accord » avec les Iraniens sur le développement de leur programme nucléaire mérite encore des guillemets. Certes la Grèce ne remboursera jamais sa dette publique mais tout le monde le sait depuis longtemps.

Mais à ce jour, le sentiment majoritaire des prévisionnistes est que la croissance sera bien là, même un peu plus forte que prévue à l'automne dernier, si l'on en croit les estimations récemment publiées par la Commission Européenne. La seule vraie question qui devrait perturber l'optimisme des analystes est celle du risque de déflation en Europe. A cet égard rien n'est vraiment réglé, surtout pas par les derniers chiffres connus d'évolution des prix qui, comme une insistante ritournelle, tombent mois après mois au-dessous de 1%. Une intéressante étude réalisée en France par Nielsen montre que dans le secteur de la grande consommation les prix moyens pour les « grandes » marques ont baissés de 3% en 2013.

Comme chacun sait, déflation rime avec récession, ce qui n'aide pas à contenir à un niveau raisonnable le ratio dette publique / PIB en dessous de la barre de 100%, nouvelle norme qui s'est miraculeusement substituée à la barre des 60%.

L'autre conséquence fâcheuse de la croissance zéro est la montée inévitable du chômage et de la xénophobie. Dans un monde « ouvert » où se transporter, légalement ou illégalement est simple ou en tout cas facilité, la pression migratoire qui pousse les habitants des pays encore pauvres vers les pays toujours riches est difficilement contrôlable. Dans un monde communiquant où – presque – tout se sait ou finit par se savoir, l'anxiété des résidents des pays riches face à ces flux migratoires est compliquée à gérer. 50% des Suisses viennent de voter pour limiter l'entrée dans leur pays des étrangers y compris les citoyens des pays de l'Union Européenne. Que l'on regrette ou pas leur vote, force est de constater qu'eux, au moins, ont pu voter ! Une version adoucie, parce que non contraignante, de cette peur sera administrée par les citoyens européens lorsqu'ils éliront leur parlement en juin prochain. Dans de nombreux pays, 30% ou plus d'entre eux voteront au nom de la préférence nationale pour des listes ouvertement anti-européennes.

Tout cela n'aide pas les entreprises et leurs marques, les institutions internationales et leurs projets à faire leur travail.

Les optimistes pensent que dès que la croissance reviendra, c'est-à-dire ... bientôt les mouvements d'opinion s'effaceront. Les autres feront remarquer qu'un nouveau phénomène, celui de l'inégalité de croissance entre les pays d'une même zone, risque de rendre cette « croissance » très aléatoire. En 2014, la Chine va croître cinq fois plus vite que le Brésil, deux ou trois fois plus vite que l'Inde, et le Royaume Uni trois fois plus rapidement que la France, l'Italie ou l'Espagne. Ajoutons à cela la chute des valeurs des monnaies de beaucoup de pays émergents. Même le RMB Chinois a récemment fléchi face au Dollar et à l'Euro. Le risque est devant nous : soit les pays les plus dynamiques entraineront leurs voisins sur le chemin de la croissance, soit à l'inverse les inégalités se creuseront davantage entraînant la montée inévitable de tensions politiques et sociales. La

globalisation et l'essor des technologies de l'information ont offert à tous l'opportunité de croître et de vivre demain dans un monde plus équilibré où les pays développés continueraient à se développer, et où les pays en développement rattraperaient, en l'espace de deux ou trois générations leur retard. Les entreprises y ont vu une opportunité historique. Elles ont construit et mis en place des offres, des marques, des infrastructures pour matérialiser leur savoir-faire et leurs ambitions. Elles ont pu se financer et devenir des acteurs globaux. C'est ainsi qu'Ipsos a procédé, parmi des milliers d'autres sociétés qui sont aujourd'hui dix fois, cent fois, plus importantes qu'il y a vingt ans. Même s'il n'y aura pas de retour en arrière la question posée est celle d'un ralentissement plus ou moins marqué des effets, positifs, de ces stratégies de globalisation sur la croissance des économies et la performance des entreprises.

A partir de 2009, les entreprises sont devenues plus prudentes, arbitrèrent une amélioration de leur cash-flow au détriment de leur plan de croissance. Elles ont cherché l'efficacité et la sécurité au détriment d'hypothétiques et coûteux gains de part de marché. Nous croyons qu'aujourd'hui, ayant appris ce qui était possible et ce qui l'était moins, fortes de bilans assainis et d'équipes aguerries, maîtrisant mieux les changements créés par la fragmentation des médias et l'irruption des réseaux sociaux et à la seule condition que l'environnement macro-économique reste favorable, elles sont en mesure de renouer avec des choix plus ambitieux. Nous sommes aussi persuadés que l'information est, et sera au cœur de leur choix.

2014 sera une année charnière pour les clients d'Ipsos et par conséquent pour lui-même.

A partir de 2009, notre marché a connu une importante évolution. En Dollars courants il avait progressé de près de 40% entre 2005 et 2008. Il est ensuite resté pratiquement stable, toujours en Dollars courants, de 2008 à 2012, dernière année où les chiffres sont disponibles.

Pendant cette même période, trois segments ont progressé : l'activité dans les pays émergents, les mesures via des panels, et le chiffre d'affaires cumulé des « Big Four », en raison notamment d'une politique active d'acquisition.

Nielsen, Kantar, GfK et Ipsos contrôlent 39% du marché, soit neuf points de plus qu'en 2005.

Les activités de mesure par panels ont été plus résilientes que les autres services d'études et d'enquêtes, en partie parce qu'elles produisent des données de base telles que des chiffres de vente ou des audiences de chaînes de télévisions, mais surtout grâce à leur expansion géographique dans les pays en développement où elles étaient peu déployées.

Notre scénario est qu'à partir de 2014, si l'environnement macro-économique ne se détériore pas, notre marché va évoluer vers une demande plus élaborée de mesures, mais aussi d'outils dynamiques de compréhension de l'état et de l'évolution des marchés et des citoyens / clients / consommateurs. Cette demande n'est pas unidimensionnelle. Elle porte aussi bien sur des mesures différentes, plus rapides, plus proches du comportement et de l'expérience des gens que sur des dispositifs plus analytiques, intégrant comportements observés – les célèbres « Big Datas » - et prévisions d'actions. Elle s'appuie sur un usage plus intensif des technologies disponibles autorisant souvent le déploiement de protocoles non verbaux grâce auxquels il n'est plus nécessaire « d'entendre » une réponse, pour déterminer qui fait quoi – ou qui pense quoi – et pourquoi.

Enfin elle s'articule autour d'une exigence. L'information sur les marchés et les gens – donc l'activité de notre industrie – n'a de sens que si elle répond à trois critères : elle doit être exacte, pertinente pour l'activité de nos clients et les décisions qu'ils doivent prendre. Elle doit être aussi utilisable c'est-à-dire rendu dans un format clair et contextuel qui lui permet d'être comprise non seulement par des techniciens, mais surtout par des

décideurs. Ce besoin de prestations « aval » a été identifié par Ipsos il y a déjà plusieurs années. Il devient aujourd'hui un facteur décisif de développement de notre industrie et des succès d'Ipsos.

Ipsos articule sa stratégie autour de cinq axes principaux :

- Un élargissement constant de sa base d'experts et de professionnels. A cet égard, le fait d'être un « pure player » toujours dirigé par ceux qui l'ont fondé et développé est un atout. L'existence de mécanismes de rémunérations variables, partiellement sous forme d'allocation annuelle d'actions gratuites à 900 de ses cadres et dirigeants en est un autre.
- La simplification de ses offres et protocoles de travail afin de pouvoir gagner en efficacité et en rapidité.
- La globalisation des infrastructures de ses services et de ses modes opératoires de sorte que la mosaïque multi-locale qu'Ipsos était il y a encore dix ans puisse se transformer en une entreprise qui pense et délivre ses prestations d'une seule voix. Encore faut-il, Ipsos en est bien conscient, que cet effort d'unicité ne se traduise pas par une perte d'identité locale, si essentielle dans un métier basé sur l'engagement des équipes et la connaissance de réalités locales.
- La persistance de ses efforts. Ipsos s'est construit sur la base d'offres spécifiques susceptibles d'apporter à tous ces clients, des informations justes, pertinentes et compréhensibles sur des questions bien identifiées : comment mieux gérer mon portefeuille de produits, mes marques, ma communication, mes relations avec mes clients, etc. Ipsos va poursuivre dans cette direction, tout comme Ipsos va persévérer dans la gestion active de ses relations avec ses grands clients internationaux.
- L'investissement dans l'innovation. Il s'agit ici de saisir toutes les opportunités offertes par l'expansion des technologies et des progrès des sciences, par exemple des neurosciences. Ipsos est fier d'avoir initié avec l'université de Duke un programme de recherches, financé par un consortium d'entreprises, consacré à mieux comprendre le comportement des consommateurs au moment où ils choisissent ce qu'ils achètent. Ipsos est satisfait de la poursuite de ses développements dans la mise en place de solutions simples, flexibles, dans le marché de la mesure « passive » des comportements médias des personnes qui, aujourd'hui, utilisent successivement ou simultanément leurs écrans fixes et mobiles. Ipsos est conforté dans ses choix innovants en constatant qu'au cours de l'année 2013 ses « nouveaux services » qui empruntent aux technologies mais aussi à de nouvelles façons de travailler avec les clients, ont représenté, avec un an d'avance sur le plan initial, plus de 5% de son activité.

Ipsos engage 2014 avec une vision claire de son avenir. Nous nous croyons en mesure de retrouver un meilleur rythme, une véritable croissance, soutenue par un marché plus ouvert, l'expansion de nouveaux services, la confiance de ses clients, d'équipes renforcées et engagées et la poursuite de la mise en place des infrastructures opérationnelles qui doivent lui permettre de travailler mieux et plus vite.

Une accélération de son rythme de croissance qui, sur une base comparable devrait atteindre ou dépasser 3%, lui permettra plus aisément d'améliorer ses marges, de diminuer sa dette et in fine d'exploiter pleinement les ressources humaines, professionnelles, techniques et opérationnelles générées par la combinaison, il y a deux ans, d'Ipsos et de Synovate.

La présentation de l'activité et des résultats 2013

sera disponible le 27 février 2014 sur le site http://www.ipsos.com/Investor_Relations

Annexes

Comptes de résultat consolidé
Etat de la situation financière
Etat des flux de trésorerie consolidés
Etat des variations des capitaux propres consolidés

Nobody's Unpredictable

« Nobody's Unpredictable » est la signature publicitaire d'Ipsos.

Parce que les clients de nos clients sont de plus en plus souvent infidèles à leurs habitudes - ils zappent, changent volontiers de comportements, de points de vue, de préférences -, nous aidons nos clients à capter ces mouvements qui caractérisent nos sociétés.
Nous les aidons à comprendre leurs clients - et le monde - tels qu'ils sont.

Ipsos est coté sur l'Eurolist de NYSE-Euronext.
La société qui fait partie du SBF 120 et de l'indice Mid-60 est également éligible au SRD.

Code Isin FR0000073298, Reuters ISOS.PA, Bloomberg IPS:FP
www.ipsos.com

Compte de résultat consolidé

Comptes annuels au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
Chiffre d'affaires	1712 403	1789 521
Coûts directs	(614 620)	(642 342)
Marge brute	1 097 783	1 147 179
Charges de personnel - hors rémunération en actions	(690 096)	(730 780)
Charges de personnel - rémunération en actions *	(11 321)	(8 396)
Charges générales d'exploitation	(215 393)	(229 874)
Autres charges et produits opérationnels	1 158	318
Marge opérationnelle	182 132	178 448
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions *	(4 712)	(4 920)
Autres charges et produits non courants *	(18 205)	(36 638)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	26	(14)
Résultat opérationnel (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	159 241	136 876
Impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation *	(71 273)	-
Résultat opérationnel	87 968	136 876
Charges de financement	(23 373)	(23 895)
Autres charges et produits financiers	(5 903)	(3 738)
Résultat net avant impôts	58 693	109 243
Impôts - hors impôts différés sur amortissement du goodwill	(29 715)	(21 451)
Impôts différés sur amortissement du goodwill *	(3 782)	(5 823)
Impôt sur les résultats	(33 498)	(27 274)
Résultat net	25 195	81 969
Dont part du Groupe	17 439	74 070
Dont part des minoritaires	7 756	7 899
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	0,38	1,64
Résultat net part du Groupe par action dilué (en euros)	0,38	1,62
Résultat net (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	96 468	81 969
Dont part du Groupe (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	88 712	74 070
Dont part des minoritaires (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	7 756	7 899
Résultat net part du Groupe par action de base (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	1,96	1,64
Résultat net part du Groupe par action dilué (hors impact net des réestimations liées à la transaction Synovate post délai d'affectation)	1,93	1,62
Résultat net ajusté *	129 685	126 755
Dont Part du Groupe	120 950	118 463
Dont Part des minoritaires	8 735	8 292
Résultat net ajusté, part du groupe par action	2,67	2,62
Résultat net ajusté dilué, part du groupe par action	2,63	2,59

Etat de la situation financière

Comptes annuels au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
ACTIF		
Goodwills	1 133 006	1 199 024
Autres immobilisations incorporelles	87 336	90 450
Immobilisations corporelles	36 154	47 442
Participation dans les entreprises associées	772	478
Autres actifs financiers non courants	23 832	154 077
Impôts différés actifs	36 544	38 812
Actifs non courants	1 317 644	1 530 283
Clients et comptes rattachés	583 932	606 643
Impôts courants	18 866	16 307
Autres actifs courants	56 977	56 416
Instruments financiers dérivés	2 224	7 968
Trésorerie et équivalents de trésorerie	148 703	132 254
Actifs courants	810 702	819 587
TOTAL ACTIF	2 128 346	2 349 870

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
PASSIF		
Capital	11 334	11 332
Primes d'émission	540 201	540 017
Actions propres	(686)	(983)
Ecarts de conversion	(61 274)	4 171
Autres réserves	349 513	360 090
Capitaux propres - part du Groupe	839 088	914 560
Intérêts minoritaires	13 409	11 556
Capitaux propres	852 497	926 116
Emprunts et autres passifs financiers non courants	628 355	675 855
Provisions non courantes	16 076	25 103
Provisions pour retraites	20 997	22 956
Impôts différés passifs	104 148	101 307
Autres passifs non courants	65 636	89 742
Passifs non courants	835 212	914 963
Fournisseurs et comptes rattachés	221 600	259 349
Emprunts et autres passifs financiers courants	67 397	87 844
Impôts courants	10 296	10 043
Provisions courantes	3 941	6 171
Autres passifs courants	137 403	145 384
Passifs courants	440 637	508 791
TOTAL PASSIF	2 128 346	2 349 870

Etat des flux de trésorerie consolidés

Comptes annuels au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	31/12/2013	31/12/2012
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
RESULTAT NET	25 195	81 969
Eléments sans incidence sur la capacité d'autofinancement		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	26 578	29 075
Résultat net des sociétés mises en équivalence, nets des dividendes reçus	(26)	14
Moins-value (plus-value) sur cessions d'actifs	506	776
Variation nette des provisions	74 624	(3 799)
Rémunération en actions	10 814	7 246
Autres produits et charges calculés	(1 034)	183
Frais d'acquisition de sociétés consolidées	2 814	3 022
Charge de financement	23 373	23 895
Charge d'impôt	33 498	27 274
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT CHARGES DE FINANCEMENT ET IMPOT	196 341	169 655
Variation du besoin en fonds de roulement	(54 136)	(66 275)
Intérêts financiers nets payés	(24 699)	(23 814)
Impôts payés	(25 132)	(28 110)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	92 374	51 456
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(17 186)	(26 219)
Produits des cessions d'actifs corporels et incorporels	325	251
Augmentation / (diminution) d'immobilisations financières	(1 103)	(2 430)
Acquisitions de sociétés et d'activités consolidés	11 784	(15 888)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(6 180)	(44 286)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation / (Réduction) de capital	186	1 633
(Achats) / Ventes nets d'actions propres	(3 944)	(6 146)
Augmentation / (diminution) des emprunts à long terme	(28 733)	9 361
Augmentation / (diminution) des découverts bancaires	3 287	1 112
Rachats d'intérêts minoritaires	(2 395)	(12 484)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(28 996)	(28 549)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(885)	(1 280)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(61 480)	(36 353)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	24 714	(29 184)
Incidence des variations des cours des devises sur la trésorerie	(8 265)	235
TRESORERIE A L'OUVERTURE	132 253	161 203
TRESORERIE A LA CLOTURE	148 703	132 254

Etat des variations des capitaux propres consolidés

Comptes annuels au 31 décembre 2013

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Titres d'auto-contrôle	Autres réserves	Ecart de conversion	Capitaux propres		
						Attribuables aux actionnaires de la société	Intérêts minoritaires	Total
Situation au 1er janvier 2012 publiée	11 311	538 405	(1 019)	322 707	7 735	879 139	12 437	891 576
Impact des changements de méthode				(65)		(65)		(65)
Situation au 1er janvier 2012 retraitée	11 311	538 405	(1 019)	322 642	7 735	879 074	12 437	891 511
Variation de capital	21	1 612	-	-	-	1 633	0	1 633
Distribution dividendes	-	-	-	(28 542)	-	(28 542)	(1 350)	(29 892)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	1 791	1 791
Effets des engagements de rachat de titres	-	-	-	-	-	-	(4 966)	(4 966)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2010	-	-	6 675	(6 675)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(6 637)	225	-	(6 411)	2	(6 409)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	7 247	-	7 247	-	7 247
Autres mouvements	-	-	(2)	(7 477)	-	(7 479)	(3 994)	(11 473)
Transactions avec les actionnaires	21	1 612	36	(35 222)	-	(33 552)	(8 517)	(42 069)
Résultat de l'exercice	-	-	-	74 072	-	74 072	7 898	81 970
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	7 681	7 681	-	7 681
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(3 553)	(3 553)	-	(3 553)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(7 692)	(7 692)	(263)	(7 955)
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	(2 086)	-	(2 086)	-	(2 086)
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	618	-	618	-	618
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	(1 468)	(3 565)	(5 033)	(263)	(5 296)
Résultat global	-	-	-	72 603	(3 565)	69 038	7 635	76 673
Situation au 31 décembre 2012 retraitée	11 332	540 017	(983)	360 023	4 170	914 559	11 556	926 115
Situation au 1er janvier 2013 publiée	11 332	540 017	(983)	361 557	4 170	916 093	11 556	927 649
Impact des changements de méthode				(1 533)		(1 533)		(1 533)
Situation au 1er janvier 2013	11 332	540 017	(983)	360 024	4 170	914 560	11 556	926 116
Variation de capital	2	184	-	-	-	186	5	191
Distribution dividendes	-	-	-	(28 987)	-	(28 987)	(1 174)	(30 162)
Effet des acquisitions et des engagements de rachats d'intérêts minoritaires	-	-	-	2 250	-	2 250	(2 361)	(111)
Livraison d'actions propres concernant le plan d'attribution d'actions gratuites 2011	-	-	4 332	(4 332)	-	-	-	-
Autres mouvements sur les actions propres	-	-	(4 038)	94	-	(3 944)	-	(3 944)
Rémunérations en actions constatées directement en capitaux propres	-	-	-	10 814	-	10 814	-	10 814
Autres mouvements	-	-	2	(7 981)	-	(7 979)	(209)	(8 188)
Transactions avec les actionnaires	2	184	296	(28 142)	-	(27 660)	(3 740)	(31 400)
Résultat de l'exercice	-	-	-	17 439	-	17 439	7 756	25 195
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	-	-	-
<i>Investissements nets à l'étranger et couvertures afférentes</i>	-	-	-	-	(7 779)	(7 779)	-	(7 779)
<i>Impôts différés sur investissements nets à l'étranger</i>	-	-	-	-	(950)	(950)	-	(950)
<i>Variation des écarts de conversion</i>	-	-	-	-	(56 714)	(56 714)	(2 162)	(58 876)
<i>Gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	324	-	324	-	324
<i>Impôts différés sur gains et pertes actuariels</i>	-	-	-	(133)	-	(133)	-	(133)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	190	(65 443)	(65 252)	(2 162)	(67 414)
Résultat global	-	-	-	17 629	(65 443)	(47 813)	5 594	(42 219)
Situation au 31 décembre 2013	11 334	540 201	(686)	349 511	(61 274)	839 087	13 410	852 497